PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 60 *Septembre 2017*

LES COMBATTANTS DE SEPTEMBRE 1870 DOIVENT INSPIRER NOTRE COMBAT D'AUJOURD'HUI CONTRE LE COLONIALISME.

IRMA : QUELLE AUBAINE POUR LA PROPAGANDE DE MACRON!

SOLIDARITÉ

AVEC LE PEUPLE VENEZUELIEN

ET LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE

LA MAJORITE DE LA CTM EST L'ADVERSAIRE DES TRAVAILLEURS

bayalé

LES COMBATTANTS DE SEPTEMBRE 1870 DOIVENT INSPIRER NOTRE COMBAT D'AUJOURD'HUI CONTRE LE COLONIALISME.

Qu'aurait pensé un insurgé de septembre 1870 s'il revenait en Martinique aujourd'hui ?

147 ans après, il constaterait que le combat pour la dignité et la liberté n'est pas abouti et que le pouvoir colonial français est toujours aussi arrogant, et dominant.

Il serait étonné de voir des panneaux publicitaires où des jeunes femmes noires (martiniquaises) se flattent de faire partir de la criminelle armée française qui a assassiné ses compagnons et compagnes.

Sans même parler de la publicité (en anglais !) qui reprend le slogan d'un président raciste aux USA.

« Kriz té ké pran'y » quand il aurait entendu le président de la CTM, ancien maire du centre de l'insurrection de 1870, expliquer qu'il est « kant é kant » avec le préfet (gouverneur !) pour aider les îles voisines touchées par un cyclone.

Il serait stupéfié que l'emblème esclavagiste des « quatre serpents » continue à trôner sur les habits des militaires français et ailleurs.

Il ne comprendrait pas qu'une série de politiciens aient dépensé au moins 410 millions pour un transport commun qui continue à ne transporter personne.

Il verrait que la caste béké tient encore le haut du pavé de l'économie et de l'idéologie mortifère de la dépendance.

Il serait ébahi de constater qu'aujourd'hui il y a moins de travail qu'il y a un siècle et demi mais qu'on consomme aléviré avec des crédits qui rendent les gens « gaga».

Il serait tenté de dire comme Fanon, son digne descendant, qu'en Martinique, il y a beaucoup de pantalons et peu d'hommes. Certes un peu machiste mais réellement il y a plus de consommateurs ou « béni ouioui » que de « combattants ».

Dans ce monde de « badjolè », à la télé, dans les journaux, la vie semble facile et les nantis donnent l'impression que tout va bien en camouflant leur corruption et taisant la misère et le malheur des femmes, des hommes, et de ce peuple.

A quelques kilomètres de chez nous, le passage d'Irma a démontré l'impréparation à faire face à des catastrophes naturelles, l'absence d'organisation de toute défense civile sérieuse au bénéfice d'une militarisation patinée de propagande coloniale.

La réalité que découvrirait notre insurgé est notre terrible quotidien.

Le combat aujourd'hui pour l'émancipation sociale et la libération nationale est le seul et vrai héritier du combat de notre ancêtre insurgé ; c'est le combat contre la misère, le mépris, le racisme, la néantisation, la négation de notre qualité de peuple souverain.

Le PKLS s'inscrit dans cette ligne du combat à l'encontre de la compromission à se vautrer dans les institutions coloniales pour jouer avec les hochets qu'agitent les maîtres, peut-être modernes mais toujours liberticides.

En 1870, les insurgés ont choisi le combat pour la dignité, pour l'identité, pour la liberté qu'ils ont mené avec courage.

Ils ont payé le prix de leur vie ou de leur liberté, sinon l'exil.

Aujourd'hui, sous d'autres formes, mais avec obstination et fidélité, nous devons continuer leur combat car il est le seul qui vaille et forge l'avenir.

Reprenons les flambeaux des insurgés pour éclairer le chemin de notre lutte émancipatrice !

Par respect pour Eux ! Par respect pour nous et nos enfants !

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)
9 Impasse du Capitaine Pierre Rose – 97200 Fort-de-France
EMAIL : pkls.matnik@gmail.com SITE INTERNET : http://www.pkls.org/

GLORIYÉ SEPTANM 1870

PÈP MATINIK KA TRIMÉ ANBA LOPSION FRANSÉ !

2017 ASOU TRAS SEPTANM 1870 !

PROGRAMME :

Vendredi 22 septembre à 18h 30

Chez Robert LELIN Grand Case Lamentin (800m après l'hopital mangot vulcin)

Ladja pawol: Sonjé larel septanm 1870.

Bokantaj épi Romain BELLAY asou pawol i matjé an lang matinitjé.

Samedi 23 septembre à 8h 00

Desclieux à Fort de France

Hommage aux glorieux combattants de septembre 1870 !

Fok nou suiv larèl lé konbatan septanm 70 pou nou pran chimen libérasion péyi nou!

Résister. | Unir. | Construire une alternative.

Septembre 1870

CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS

21 janvier 1870

Propriétaire de l'habitation La Mauny à Rivière-Pilote, Codé fait hisser sur son habitation un drapeau blanc.

19 février 1870

Sur la route impériale reliant Rivière-Pilote au Marin, Léopold Lubin est cravaché par Augier de Maintenon, aide commissaire de la Marine.

25 avril 1870

Au bourg du Marin, Léopold Lubin inflige à son agresseur des coups et blessures « ayant entraîné plus de vingt jours d'incapacité de travail ».

19 août 1870

La cour d'Assises de Fort-de-France condamne Léopold Lubin à cinq ans de bagne et mille cinq cent francs de dommages et intérêts. Parmi les jurés du procès figure Codé, le propriétaire de La Mauny. La lourde condamnation infligée à Lubin est mal accueillie dans les localités du Sud.

2 septembre 70

Défaite de Sedan. Cet épisode majeur de la guerre franco-prussienne provoque la chute du Second Empire et la proclamation à Paris de la République.

22 septembre 70

Le jeudi 22 septembre, le gouverneur Menche de Loisne proclame la République à Fort-de-France, à 7 heures du matin. A Rivière-Pilote, vers 10 heures, le maire de la commune (de Venancourt) proclame la République en réunissant la population « sous l'arbre de la Liberté ». Dans l'après-midi, la foule s'amasse au bourg. Elle réclame le désarmement des blancs du bourg, la tête de Codé et la libération de Léopold Lubin. Vers 9 heures du soir, l'habitation Mauny est incendiée.

22 au 24 septembre 70

Extension de l'insurrection. 25 habitations sont incendiées : 14 à Rivière-Pilote, 3 à Rivière-Salée, 3 à Sainte-Luce et 7 au Saint-Esprit. Le 24 septembre, Codé qui s'était caché est arrêté et mis à mort. A partir du 24 septembre se forme le camp de la Régale, où se trouvent 600 insurgés commandés par Louis Telga et Eugène Lacaille.

Dans les nuits des 24 et 25 septembre, les incendies d'habitations s'étendent au Marin, au Vauclin et à Sainte-Anne. L'insurrection touche aussi le Lamentin et le Gros Morne.

26 septembre 70

Début de la contre-offensive des troupes coloniales. Les insurgés sont encerclés et pourchassés. La répression se prolonge jusqu'au procès de l'année 1871 devant un tribunal militaire de guerre avec des condamnations à mort, au bagne, aux travaux forcés, à la déportation à la prison. Parmi les dirigeants de l'insurrection, seul Louis Telga échappa à toutes les recherches. Les condamnés à mort furent exécutés au polygone de Desclieux, en décembre 1871.

LA MAJORITE DE LA CTM EST L'ADVERSAIRE DES TRAVAILLEURS !

Dans la corbeille des mariés de décembre 2015, la droite et le MIM, on savait qu'il existait un moratoire honteux sur la question nationale puisque les supposés patriotes prenaient l'engagement de ne pas parler de statut pendant 5 ans ! Mais il semble qu'on ait caché au peuple martiniquais une autre renonciation, à savoir le soutien à la lutte des travailleurs ou des petites gens, position traditionnelle du mouvement patriotique depuis trente ans !

La dernière polémique entre Marie Jeanne, président de l'exécutif de la CTM, et Cambusy, secrétaire général de la CSTM, à propos de la grève des marins de Vedettes tropicales, illustre une situation de plus en plus éclatante : la majorité de la CTM a opté pour un soutien sans faille aux positions patronales et autres gros possédants, mêmes les plus rétrogrades.

Certes, il existait au moins un précédent mais on le pensait limité à la personne du leader du MIM. Rappelons qu'en février 2009 Marie Jeanne appela, sans concertation aucune et de manière péremptoire, à l'arrêt de la grève générale au prétexte qu'il y a avait eu un accord avec la grande distribution sur la baisse des prix ! Il se fit renvoyer dans les cordes par l'intersyndicale et les milliers d'hommes et de femmes manifestant dans la rue. Il y a d'ailleurs peu de doute que c'est à ce moment que les adeptes de l'article 74 de la constitution française dont le MIM et ses alliés, ont perdu le référendum onze mois plus tard. Il est certain qu'une grande partie des travailleurs conscients a considéré qu'elle ne pouvait pas faire confiance à un courant politique mené par un homme développant un discours antisyndical reniant ses engagements passés. Il reste quand même qu'en 2009, les partis autour de Marie Jeanne, du MIM au Palima en passant par le CNCP et le PCM n'avaient pas suivi ou soutenu ouvertement cette ligne anti-ouvrière.

Mais depuis décembre 2015, l'analyse des faits et des positions adoptées par les forces constituant de la majorité de la CTM montre qu'on n'en est plus à une dérive occasionnelle mais à un choix politique systématique antisyndical, anti-travailleur et pro-patronal. Or, comme le disait Lénine, « les faits sont têtus ».

Dès janvier 2016, la majorité de la CTM a dénoncé la « grève politique » déclenchée par une partie du personnel de la collectivité. Même « Justice », « journal des travailleurs », a écrit à tort et à travers que cette grève était celle d'aigris ayant été battus aux élections régionales. Ce fut l'amorce du discours antisyndical des politiciens de Plateau Roy.

Au milieu de l'année 2016, la majorité de la CTM a aussi fait le choix de liquider l'AFPA et d'envoyer au chômage 134 travailleurs. Pendant plusieurs semaines, elle a fait croire mensongèrement que le nouveau gadget qu'avait

QUAND LE PERSONNEL DE LA CTM ÉTAIT EN GRÈVE

LA MAJORITE DE LA CTM EST L'ADVERSAIRE DES TRAVAILLEURS !

INSTITUT MARTINIQUAIS DE FORMATION PROFESSIONNELLE POUR ADULTES

créé la majorité PPM allait reprendre tous les salariés puis une partie d'entre eux. C'était faux. Elle a aussi dit que « la masse salariale » était trop élevée, argument totalement absurde quand on parle d'un institut de formation qui n'est pas une entreprise pour gagner de l'argent.

Plus récemment encore, un élu de la majorité a lancé une polémique pour dénoncer le déficit du futur TCSP au motif des salaires des chauffeurs des bus ! On est sidéré que des politiciens ayant sciemment participé à cette gabegie à hauteur (à minima et sans compter la corruption) de 410 millions d'euros osent incriminer des travailleurs et non reconnaitre leur propre faute !

Cette tendance à attaquer ceux qui travaillent devient une curieuse manie des dirigeants de Plateau Roy.

La lutte des classes est une réalité et sur une barricade il n'existe que deux côtés. Il faut choisir son camp. Il devient clair que la majorité de la CTM n'est pas du côté des travailleurs.

La grève de Vedettes Tropicales est une illustration.

Voici un patron qui a obtenu une délégation de service public de la CTM. Comme beaucoup de petits patrons, il fait feu de tout bois pour baisser ses charges et principalement sur le dos des travailleurs en vue d'augmenter ses profits. Il est établi qu'il n'applique pas la convention collective, ni la réglementation. Les services administratifs français du travail et maritime le savent et l'écrivent. Seul celui qui a délégué le service public à ce patron, la CTM, ne voit rien. Pire, ce patron refuse toute négociation avec le syndicat qui a gagné les élections professionnelles de 2016. Une grève est déclenchée. Marie Jeanne reçoit ce patron et son avocat. Puis publie un communiqué renvoyant travailleurs et patron dos à dos.

Tellement heureux, le patron quitte la Martinique pour Miami en refusant toute négociation !

Déjà étonnant de mettre à égalité ceux qui travaillent, qui subissent l'oppression patronale et celui qui viole la loi. Mais Marie Jeanne va plus loin sur RLDM en mettant en cause la

Fiers de leur trophée: Yo pété chenn travayè té mété

légitimité même de la grève et l'attitude du syndicat !

Quelques jours plus tard, le patron ne va pas craindre de renverser un gréviste avec sa voiture et le président du conseil exécutif restera

Collectivité Territoriale de Martinique

LA MAJORITE DE LA CTM EST L'ADVERSAIRE DES TRAVAILLEURS !

silencieux !

L'analyse de l'illégalité de la grève du patron soutenu par Marie Jeanne sera démentie par un protocole de fin de grève de deux pages signé le 16 août où les travailleurs obtiennent l'essentiel de ce qui avait causé le mouvement de grève.

A l'époque de Letchimy, même pour la grève du port, le PPM tentait, certes faussement du fait de sa position clairement néo-libérale, de jouer la neutralité ou l'intermédiaire.

Avec Marie Jeanne, la situation a pris une autre tournure.

Il est devenu un « responsable » politique « sérieux » qui discute avec les patrons et travaille avec eux, il n'est pas du côté des petits et à cela s'ajoute son mépris à leur égard et à l'égard de leurs représentants.

Ainsi, la suite de sa polémique avec Cambusy a été de priver la CSTM de son émission sur RLDM. Loulou Pulvar qui avait créé ce syndicat doit se retourner dans sa tombe.

En réalité, tout cela illustre que l'alliance du MIM et de la droite de décembre 2015 est tout à la fois un moratoire honteux et un alignement sur les politiques néo-libérales, anti-salariés, réactionnaires.

La majorité de la CTM dans toutes ses composantes est silencieuse sur les luttes des travailleurs et ne les soutient pas.

Elle manipule la polémique sur tout ce qui concerne le droit des travailleurs pour tenter de cacher sa position réelle.

Au Parc Régional, le président Boutrin fait une conférence de presse pour expliquer pourquoi il veut licencier le directeur général. Même les békés n'étaient pas allés jusque-là. Un syndicat, la CDMT, conteste l'analyse de Boutrin et il est traité de « macoute ». Quels que soient les griefs, fondés ou non, cette méthode est détestable.

Le député MIM Nilor reproche aux syndicats de critiquer la CTM alors que, selon lui, ils devraient savoir que la CTM n'a pas d'argent et peu de pouvoir !!!

C'est le serpent qui se mord la queue. Le MIM voulait « désenkayer » la Martinique, il avoue qu'il ne peut pas et dit ne pas comprendre qu'on le critique. Il n'a qu'à reprendre le chemin abandonné du combat de la dignité.

En tous cas, les travailleurs, les petites gens, les pauvres doivent savoir cette vérité et regarder la réalité en face: la majorité de la CTM n'est pas avec eux mais contre eux.

Au moins c'est clair !

Mensonges, gesticulations, manipulations ne masqueront ni ne changeront la vérité de cette réalité.

Les travailleurs, les masses populaires doivent poursuivre leurs luttes, avec détermination.

Notre peuple doit redoubler d'effort pour conduire à la victoire notre lutte de libération, pour notre émancipation totale.

LUTTER SANS RELÂCHE

Site pkls
http://www.pkls.org
mail: pkls@pkls.org
mail:pkls.matnik@gmail.com

PATRIYOT
Directeur de publication : J-P ETILE
Dépôt légal : septembre 2017
P.K.L.S. MARTINIQUE

IRMA : UNE AUBAINE POUR LA PROPAGANDE DE MACRON.

Le récent passage du cyclone IRMA et son extrême violence vient brutalement nous rappeler que notre pays, que notre région, sont soumis à la plupart des risques naturels et qu'il serait irresponsable de notre part de ne pas nous préparer à y faire face. Nous devons donc en tirer les leçons.

Il saute aux yeux par ailleurs que cette catastrophe a présenté une véritable aubaine pour Macron et son gouvernement leur permettant de banaliser l'occupation par la France de ses colonies dans la Caraibe

LA PRÉVENTION CONTRE LES RISQUES NATURELS : UNE EXIGENCE ABSOLUE.

Nous l'avons déjà dit et répété : notre pays est en totale impréparation face à tous les risques naturels qui nous menacent (cyclone, séisme, tsunami, éruption volcanique…)

Tant le pouvoir colonial que ses relais locaux s'en moquent. La préservation de la sécurité de nos concitoyens n'est vraiment pas leur priorité. Elle l'est d'autant moins que l'on sait que du fait du dérèglement climatique que les cyclones seront de plus en plus violents et dévastateurs, que la survenance d'un séisme d'intensité majeure est une très forte probabilité.

- Aucun plan d'envergure pour la mise aux normes parasismiques et para cycloniques des bâtiments publics et en particulier les établissements d'enseignement, les crèches, les hôpitaux etc.…
- Aucun plan d'évacuation sérieux en cas de catastrophe.
- Aucun dispositif d'alerte digne de ce nom.
- Aucune directive contraignante des communes pour la préparation aux risques.

- Aucune structure d'accueil pour l'évacuation des populations.
- Continuation de l'occupation anarchique du littoral en violation flagrante de la loi dite « loi littoral »
- Continuation du déboisement tout aussi anarchique avec les conséquences entre autres que l'on sait pour la préservation de nos ressources en eau.
- Aucune protection de nos rivières et de leurs abords.
- Aucune formation de la population sur la prévention.

Décidément la liste des manquements criminels de l'État français est bien longue. Elle témoigne du peu de cas qu'elle fait de la préservation des vies humaines dans notre pays.

En cas de survenance d'une catastrophe l'État ne manque pas de bomber le torse pour démontrer la nécessité de sa présence. Comme c'est aujourd'hui le cas à Saint Martin après le passage d'Irma.

IRMA : LA BELLE AUBAINE.

Au moment où la mobilisation populaire se fait de plus en plus massive contre les projets malfaisants de Macron contre les salariés, les étudiants, les retraités, ce dernier n'a pas manqué de se saisir de l'opportunité que présentait le cyclone Irma pour détourner l'attention et forger une image du Président protecteur.

Rompant avec une relative indifférence face aux catastrophes dans nos pays la grande presse s'est pliée à l'exercice : bulletins d'informa-

tion à profusion, déclarations multiples de membres du gouvernement, images travaillées du Président en bras de chemise, du Président dialoguant avec les victimes, du Président compatissant, du Président humain en quelque sorte, bien loin de l'idée qu'on se fait du Président désincarné s'en prenant aux droits des travailleurs, supprimant des milliers d'emplois aidés, réduisant l'essentiel de l'impôt sur la fortune des riches, augmentant les prélèvements sur la retraite des personnes âgées . Une véritable aubaine pour se refaire une image. Mais ce n'est pas tout.

L'occasion était belle pour montrer aux français que la France est un grand pays avec des territoires « au bout du monde » où vivent des « français ». Un pays soucieux de secourir au plus vite ses ressortissants avec le concours de sa force armée.

3000 SOLDATS POUR UNE POIGNÉE DE PILLEURS DE MAGASINS.

A qui fera t-on croire qu'il faut un déploiement de 3 000 militaires pour « sécuriser » la moitié d'une toute petite ile ? Du reste la population a bien fait entendre à Macron qu'elle n'avait pas besoin de la présence de ces milliers de soldats, mais d'aides réelles et de secouristes

aidant réellement les sinistrés. Bien évidemment les images ne passent pas sur les télévisions qui filtrent avec minutie tout ce qui va à l'encontre de la propagande officielle.

Retenons aussi la belle leçon donnée à ceux qui prétendent qu'une nouvelle collectivité territoriale régie par l'article 74 de la Constitution française donnait plus de « pouvoirs » et rendait plus « autonome ».

La démonstration du contraire nous vient de Saint Martin colonie française régie par l'article 74. Qu'a-t-on vu ? Des élus « locaux » écartés de toute décision, tenus à l'écart, empêchés (ou ne détenant pas de laisser passer) d'aller s'enquérir des nouvelles de leurs administrés sinistrés. Et ce durant plusieurs jours.

Reunion de travail de Macron à Saint Martin

On a vu monter en épingle quelques pillages de magasins « sous l'œil » de la ministre des colonies, s'il vous plait !

L'étalage des moyens déployés pour « sécuriser » avait de quoi impressionner la population qui devra être convaincue que la présence française dans la colonie est faite pour son plus grand bien.

S'en suit comme d'habitude les promesses d'aide à la reconstruction qui passeront comme d'habitude loin des plus démunis !

Après le passage d'IRMA, le premier pays autre que la France à avoir apporté une aide à SAINT MARTIN est le VENEZUELA qui en a fait de même pour ANTIGUA, BARBUDA et CUBA.

LES PROJETS DE LOI MACRON AU BONHEUR DES GROS CAPITALISTES POUR LE MALHEUR DES SALARIÉS.

Le nouveau Président de la France qui est come on le sait un pur produit du monde de la Finance et du grand capital ne cesse d'afficher sa détermination de mettre rapidement en œuvre les directives de ceux qui l'ont fait roi.

Au fil du temps le patronat ne cesse de proclamer sa volonté de pressurer toujours plus les salariés afin d'augmenter ses profits déjà colossaux. Son éternel credo consiste à pleurnicher sur le coût du travail qu'il faudrait réduire au nom de ce qu'il appelle la « compétitivité » des entreprises.

De fait durant les dernières décennies tous les Présidents de la république française, tous les gouvernements qui se sont succédés qu'ils soient de droite ou de gauche ou du prétendu centre ont été compatissants face à la « souffrance » du grand patronat. Tous ont manifesté leur volonté de régner sur les acquis sociaux des salariés tous ont multiplié les cadeaux aux gros capitalistes. Pour ce faire tous ont mis en avant l'impérieuse nécessité de réduire la dépense publique avec les conséquences palpables aujourd'hui dans différents domaines et en particulier celui de la santé. Sarkozy après avoir octroyé des avantages royaux au patronat s'en est pris au régime de retraite des travailleurs. Hier François Hollande s'en prenait au code du travail avec la loi « El Khomri », aujourd'hui

Emmanuel MACRON continue le sale boulot. Tous ces serviteurs dociles du patronat plaident pour un allégement du code du travail jugé trop complexe, mais surtout trop protecteur pour les salariés ;

Il faut de toute urgence, prétendent-ils « libérer » les entreprises des rigidités qui les empêchent de licencier encore plus librement en promettant d'embaucher massivement et de réduire le chômage.

Heureusement les travailleurs qui en ont vu d'autres ne tombent pas dans ce piège grossier. La ficelle est bien trop grosse. Si les gros patrons qui réalisent des profits fabuleux entendent licencier sans contrainte c'est pour précariser le travail salarié et avoir sous la main une masse de travailleurs avec des contrats précaires et des salaires de misère. Le gouvernement ultra pro capitaliste de MACRON accède à leur demande en introduisant un nouveau type de contrat de travail, le CDI dit « d'opération »

LES PROJETS DE LOI MACRON AU BONHEUR DES GROS CAPITALISTES POUR LE MALHEUR DES SALARIÉS.

c'est-à-dire des contrats valides juste le temps d'un chantier, d'un projet, d'une mission sans contrôle de l'inspection du travail. Ces CDI d'un nouveau genre qui dérogent aux dispositions du code du travail ne sont en aucune façon des contrats à durée indéterminée mais des contrats précaires.

Dans leur rage de casser le code du travail MACRON et le grand patronat confient massivement aux branches professionnelles et aux ENTREPRISES et non plus à la loi le soin d'édicter la rémunération, l'organisation du temps de travail, le contenu et le type de contrat (CDI, CDD, contrat d'opération) qui sera proposé. Les directions des grandes entreprises ont exigé et obtenu que les conditions de travail et d'emploi se négocient « au plus près des réalités du terrain » et en particulier dans l'entreprise là où la négociation est précisément la moins avantageuses pour les salariés.

On imagine sans peine les conséquences d'un tel dispositif en Martinique où dominent les très petites entreprises. A défaut de la protection de la loi, les travailleurs se retrouvent livrés au chantage à l'emploi du patronat bienheureux de bénéficier de cette fabuleuse aubaine et d'imposer sa volonté.

OÙ EST LA « NÉGOCIATION » ?

Dans le but de réduire le rôle des syndicats, les promoteurs de ces lois MACRON poursuivent le travail commencé par Hollande en décidant de la fusion des institutions représentatives du personnel que sont les CE (Comité d'Entreprise) les CHSCT (Comité d'Hygiène, de sécurité et des conditions de travail), les DP (Délégués du Personnel). Ces élus du personnel bénéficieront de moins d'heures de détachement mais surtout devront être ultra polyvalents, ce qui ne manquera pas d'effrayer les volontaires

Et dire que ces gens vantent les mérites de la « négociation ». Mais où est la négociation quand on s'attache à démanteler les institutions représentatives du personnel ?

DES INDEMNITÉS DE MISÈRE.

Mettre au pas les salariés, les licencier avec facilité sans trop toucher au porte feuille du patronat. Les licencier avec des motifs fallacieux sont autant de revendications des grandes entreprises qui trouvent leur traduction dans les lois du Président de l'oligarchie financière :

- Plus de liberté d'appréciation laissée aux juges prud'homaux en cas de licenciement abusif. Des barèmes leur sont imposés désormais.
- Justification plus aisée des licenciements dits économiques
- Réduction des délais de recours contentieux pour les salariés abusivement licenciés. Voila de quoi réduire le nombre de recours aux prud'hommes à la grande satisfaction du patronat tant tracassé par l'incertitude des recours de tous ces ingrats qui ne comprennent pas que les licenciements dont ils sont victimes aujourd'hui créeront de nouveaux emplois … demain.

TOTALE INDIFFÉRENCE AUX SOUFFRANCES DES PLUS DÉMUNIS.

Le serviteur des riches ne s'arrête pas à un démantèlement du code du Travail. Toujours pour réduire la dépense publique il s'attaque aux faibles revenus des plus démunis

- Réduction de 5 € des aides personnalisées

LES PROJETS DE LOI MACRON AU BONHEUR DES GROS CAPITALISTES POUR LE MALHEUR DES SALARIÉS.

au logement (APL) pour tous les allocataires y compris les étudiants

- Suppression progressive mais brutale des emplois aidés qui travaillaient dans les collectivités et les associations

- Hausse de la CSG (Contribution Sociale Généralisée) pour certaines catégories de retraités, qui se traduira par une baisse de ces retraites, retraites déjà gelées depuis plusieurs années.

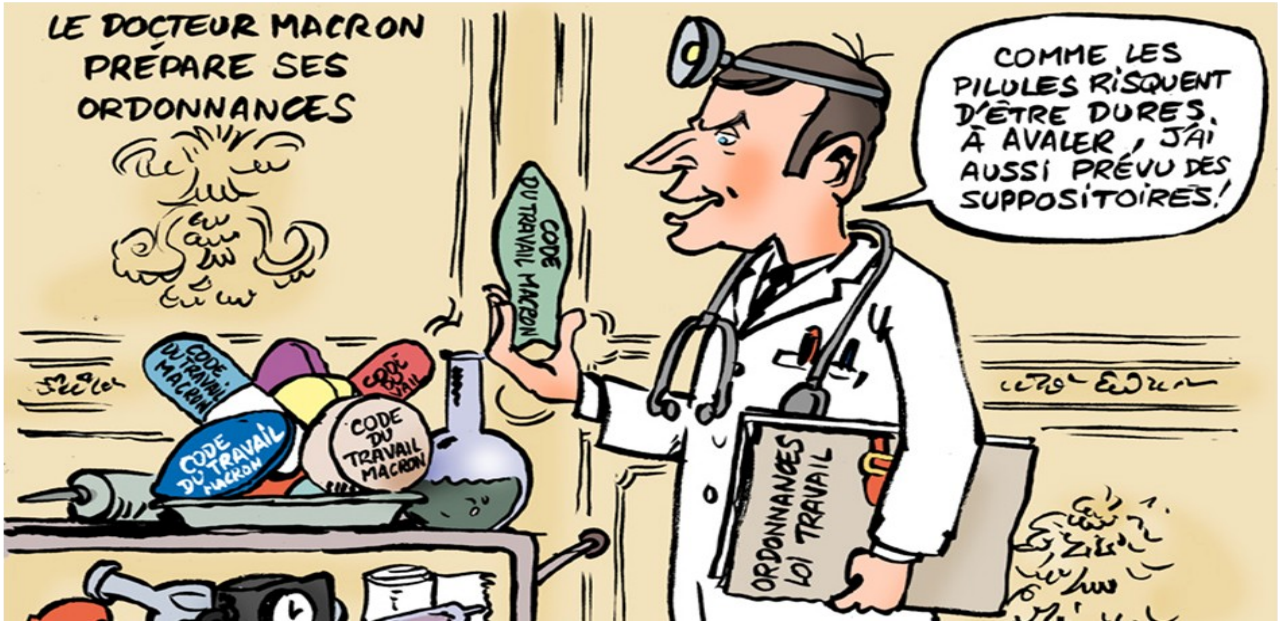
DES CADEAUX AUX RICHES

Le gouvernement qui ne recule devant rien quand il s'agit de frapper les retraités, les travailleurs précaires, les étudiants, se montre bien zélé pour les « pauvres » milliardaires.

- Allégement de l'impôt sur la fortune pour les riches contribuables

- Renforcement d'une fiscalité avantageuse pour ces derniers. Au cours du 2° trimestre de cette année la France vient de battre le record d'Europe de redistribution de dividendes pour le plus grand bonheur des actionnaires qui ne sont évidemment pas de pauvres salariés mais des spéculateurs qui bâtissent leur fortune sur l'exploitation des masses de travailleurs.

Face à des attaques aussi féroces les travailleurs n'ont qu'une solution : la riposte pour le blocage de tous ces dispositifs plus scélérats les uns que les autres du gouvernement de MACRON aux ordres du grand capital.



L'AFFAIRE AURORE ILLUSTRE LA FAROUCHE VOLONTÉ DU POUVOIR COLONIAL DE CHASSER LES CADRES MARTINIQUAIS DE LEUR PAYS

Le lycée agricole de Croix-Rivail n'a pas pu faire sa rentrée du fait de la mobilisation contre la décision de la DAAF (Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt) d'une nouvelle mesure de mutation abusive à l'encontre du proviseur Philippe AURORE.

Cette mobilisation salutaire qui se concrétise à travers des actions du comité de soutien et d'autres organisations qui expriment leur solidarité a contraint le Préfet à reporter la date de la rentrée à 2 reprises, car depuis le début du mois de septembre l'accès au Lycée est complètement bloqué de manière permanente. Finalement le Préfet a décidé de recourir à un médiateur pour rechercher une solution pouvant permettre de trouver une issue.

Ceci traduit le mécontentement des usagers du Lycée dans leur grande majorité. Outre les enseignants, les agents techniques, les élèves et les associations de parents d'élèves du lycée, sont mobilisés des militants d'autres structures extérieures au lycée pour réclamer l'annulation de la mutation sanction, identique à celle de l'an dernier que la DAAF avait été obligée d'abandonner grâce à la mobilisation du comité de soutien et suite à la décision de la justice française qui avait donné raison à AURORE. Aujourd'hui la DAAF réitère son stratagème et a déjà nommé une remplaçante venue de France qui semble être à la veille de la retraite et à qui surement on offre une fin de carrière sous les cocotiers avec mer, soleil, plage toute l'année pour récompense de sa mission colonialiste, et elle n'est pas la seule ! Depuis quelque temps le

personnel du lycée est de plus en plus constitué de personnes venues de France pour remplacer celles qui sont sur place .

L'an dernier la DAAF expliquait que certaines difficultés conduisaient à des changements d'organisation nécessaires, elle avait usé d'arguties et de prétextes pour justifier son méfait, même la justice coloniale les avait rejetés.

Ne pouvant obtenir gain de cause de manière franche et légale dans sa démarche hypocrite, de manière perfide, sournoise, machiavélique la DAAF a mis au point une manœuvre pour donner corps à sa position de sanction mais « tou mantè pa fon » et il apparait à l'évidence que la DAAF est dans la logique qui veut qu'un mensonge en entraine un autre. Elle prétend que les résultats du lycée sont mauvais, bien entendu à cause du proviseur incapable d'assumer comme il faut. Mais là encore tout contredit la version de la DAAF qui en fait serait prise la main dans le sac de la falsification et le corps baignant dans l'imposture. Si la DAAF a des raisons de mentir au nom de sa direction coloniale, nous avons le devoir de dire et de défendre la vérité au nom de notre dignité et de l'intérêt de nos enfants pour la Martinique de demain. Nous devons dénoncer de tels actes qui s'inscrivent dans la pratique du mépris colonial et de mise en danger de notre peuple.

La mission du lycée est de former des étudiants pour qu'ils puissent acquérir des connaissances et des capacités d'agir en conséquence pour une production agricole endogène, intégrée, fournissant à notre peuple une nourriture saine pour une meilleure santé des personnes. Cette mission est à l'opposé de la politique du gouvernement français. Il fait tout pour chasser les cadres martiniquais de leur poste dans leur pays, contribuant ainsi à la dépendance toujours plus accentuée qui nous condamne à court, moyen et long terme.

Le cas de P. Aurore, illustre un des aspects du carcan colonial dans lequel nous sommes maintenus et de la politique de génocide tous azimuts que le bulldozer colonialiste impose dans notre pays.

SAINTE MARIE : MOBILISATION DE LA POPULATION DU QUARTIER DERRIÈRE-MORNE CONTRE LA PRIVATISATION D'UN CHEMIN RURAL PAR LES CONSORTS HUYGUES-DESPOINTES.

Depuis plusieurs années, les habitants du quartier Luciole Derrière Morne à SAINTE MARIE alertent la municipalité sur le comportement agressif et anti citoyen de Mme HUYGUES DESPOINTES Thérèse et de son époux MEDLOK qui ont obstrué illégalement le chemin rural de Bataillon emprunté depuis toujours par la population. Le chemin constitue une voie de dégagement pour ce quartier enclavé.la municipalité est restée sourde aux multiples appels de la population du quartier qui vient encore de se manifester au moyen d'une pétition comportant plus de 200 signatures.

La population n'entend pas que ce chemin rural qui appartient à la commune soit privatisé alors qu'il se trouve répertorié depuis des dizaines d'années sur toutes les cartes.

Les militants en action

Le 15 Aout le comité qui milite pour le libre passage de la population sur ce chemin rural avec le concours de l'ASSAUPAMAR a levé tous les obstacles matériels qui obstruaient le chemin. Le libre accès du chemin rural de Morne Bataillon a été rendu à la population.

Les tentatives ultérieures de Mme H.DESPOINTES et de son époux MEDLOK ont été mises en échec par les habitants du quartier qui ont de nouveau enlevé tous les obstacles.

Le dimanche 27 Aout le comité de défense et des membres de l'ASSAUPAMAR ont organisé un grand koudmen pour nettoyer le chemin et favoriser la circulation piétonne. Ce fut un succès.

Faut-il préciser qu'à chacune de toutes ces actions les gendarmes à l'appel des MEDLOK – DESPOINTES sont intervenus, manifestant leur présence dans l'espoir d'intimider ceux qui ne faisaient que leur devoir de citoyen : contribuer à la réappropriation par la population d'un bien public.

Le comité tiendra une réunion d'information à l'intention des habitants du quartier Derrière Morne. Signe qu'il n'entend pas relâcher sa vigilance.

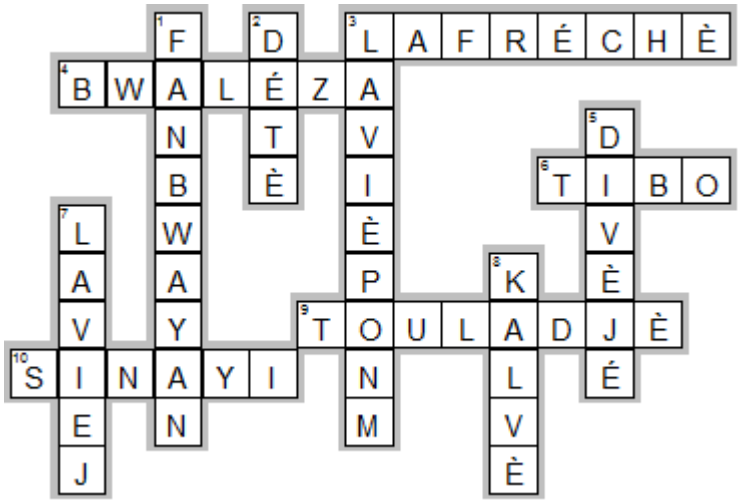
On notera aussi que ces mêmes accapareurs du chemin rural ne cessent de se comporter en véritables délinquants. Ce sont eux qui il ya quelques années avaient prétendu s'accaparer de toute une bande de terre longeant la plage de « La Richer ». Cette bande de terre de plusieurs hectares est une zone naturelle située sur les 50 pas géométriques et faisant partie du domaine public maritime. Sa privatisation ouvrirait la voie à l'implantation éventuelle de projets hôteliers excluant de fait la population du libre accès à la plage. Contre ce comportement égoïste et malfaisant de ces riverains la vigilance est de mise.

Tronc d'arbre mis pour obstruer le chemin.

La mobilisation de la population montre bien que le temps de la loi du plus fort doit être révolu dans notre pays.

Lang matinitjé

Annou kwazé non kawtié komin Gwomòn
Gadé wè sa zot touvé, sa zot pa touvé!



Kouché

3. LAFRÉCHÈ
4. BWALÉZA
6. TIBO
9. TOULADJÈ
10. SINAYI

Doubout

1. FANBWAYAN
2. DÉTÈ
3. LAVIÈPONM
5. DIVÈJÉ
7. LAVIEJ
8. KALVÈ

Bel pawol pa vé di sé vérité

Lajan pa ka Fè piti an Poch maléré

PROFÉSÈ LÉKOL MATINIK LÉVÉ, DIVINI PÉYI-A AN LANMEN ZOT.

Nou sav lékol Matinik ni anpil anpil pwoblem é sé pa jòdi sa ka diré, nou sav chak lanné, chak larantré lèkol toujou ni sé menm pwoblem-la, ki sendika, ki metlékol, ki papa ki manman, tout moun ka babiyé é ayen pa jenmen vansé.

Pou tjwé tout mouvman ki sé pé pozé pwoblem lékol Matinik, rektora ka bouché, an dé mo kat pawol, dézoutwa tou pou tout moun fèmen djol yo é vèglaj-la ka maché.

La vérité sé toutan nou pa konprann ki sé sistem édikatif-la ki pa bon, toutan nou pa konprann ki jòdi nou pa ni an lékol ki ta nou, lékol-tala sé ta léta kolonial fransé, i pa fet a pies moman, pou ti manmay Matinik, pou koléjien Matinik , pou liséen Matinik é pou étidian Matinik.

Fok sav dévlopman an péyi ka dépann anlo di kalté lékol-li dépi latit jis linivèsité, alè, isi Matinik, lékol sé an zouti pou léta fransé asiz dominasion politik-li, pies metlékol menm si yo fomé adan moul fransé-a, pé pa di sa pa vré pas yo tout sav ki Matinik sé pa Lafrans .

Sa nou ka fè ?

Es nou ka gadé bildozè fransé-a pilonnen jénes péyi-a ?

Es nou ka rété ababa douvan travay aliénasion léta Fransé adan lékol Matinik ?

Es, nou metlékol, nou sendika, nou komité paran, nou papa yich, nou manman yich, nou ké kontinié mété an tet tianmay nou sa lédikasion fransé lé blijé nou mété adan?

Es nou ké rété toujou konplis douvan tout kouyonnad rektora Matinik ka blijé nou fè, an non répiblik fransé ?

Non, mil fwa non, pas yo ka kriyé sa « non asistans à jénes an danjé ».

Sa red toubannman di wè asou 6000 moun ka fè lékol Matinik, pa menm 500 pé pa sanblé pou éséyé soukwè sistem-la, yo mété kò yo adan an lavi alez, yo pa lé tann palé di lagrev menm si ni ka di yo sé dé révolisionnè.

Ni dot manniè pou vansé si mouvman lari pa lanmod ankò pou metlékol épi sendika, kontel :

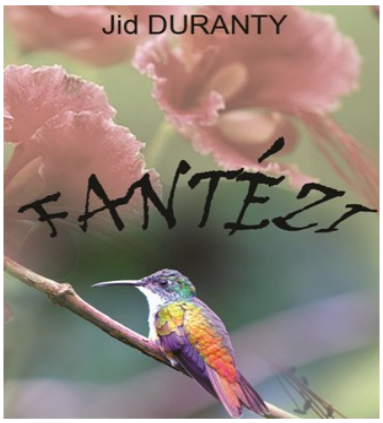
Tout ti manmay, dépi latit (matènel) rivé lafen élémantè (cm2) pou konnet kawtiè'y la i ka rété, la i ka viv, komin-li, komin pli pré, pli lwen, sa ki bòdlanmè, sa ki pa bòdlanmè, woté Lapèlé, Piton, Lamontay Voklen, non lariviè Matinik….

Nonmen épi rikonnet piébwa, bet Matinik, pwason péchè ka péché, rimed razié, flè, fwi… épi gadé wè sa nou pé fè épi tou sa.

Konnet dat istwa péyi-a épi jou lafet kon lannwel, pak… wòl tousa andidan kilti péyi-a, ayen pa ka anpéché konparé épi sa ka fet toupré (Sent-Lisi, Gwadloup…) oben pli lwen (Langlitè, Lafrans …).

Sé lè ti manmay-la ké sav ki moun i yé,

PROFÉSÈ LÉKOL MATİNİK LÉVÉ, DİVİNİ PÉYİ-A AN LANMEN ZOT.



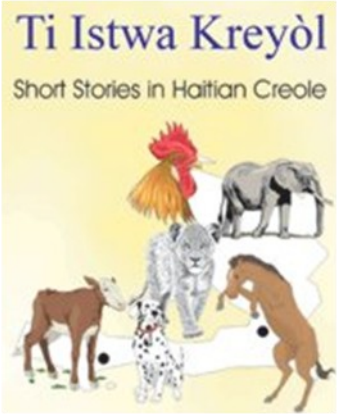
koté i ka viv, ki sa ki alantou'y, i ké pé aprann anmizi, anmizi, Lakarayib, Lanmérik, Léwop, Lazi, épi tout lèrestan an manniè obidjoul ; pengad, sa sipozé an pwofésè lékol pou an zafè'y, pas ou pé pa aprann an ti manmay sa ou menm pa konnet.

Mé ou pé pa fè tout travay-tala si ou pa sèvi lang-lan, lang kréyol-la ki sé lang Matinitjé, sé an zouti ou blijé sèvi si ou pa lé chayé dlo an panyen ouben kouyonnen moun.

Nou za matjé pliziè fwa, pliziè koté, fos lang-la adan lédikasion épi adan fòmasion lajénes ; sa two fasil méte tout bagay asou do léta kolonial fransé, annou rouvè zié, annou doubout, pas nou ni nannan pou travay-la vansé.

Ni désan trannset lékol élémantè Matinik (237), asou mil setsan karanntwa klas (1743), katsan senkant nef (459) ka fè kréyol, pa menm lanmwatié (26%), asou 36523 ti manmay lékol ni selman 7942 ka fè kréyol (21%) alos ki yo fowmé 649 pwofésè an kréyol, sa vé di ni pres 200 ki pa ka fouté an patat é an jou yo ké sèvi labilitasion kréyol pou vini konséyè, direktè ouben enspektè, annou fini épi zafè konpè lapen-tala.

Annou fini pléré, annou doubout pou tout manmay lisé an jou chwézi kréyol pou bak-la, jòdi pa menm ni désan (200) manmay lisé ka pran kréyol ; pa koté Gwadloup ni pasé mil (1000), Matinik ni sa yo kriyé « Mission LVR créole » ka ba metlékol ki dakò, bel balan pou labilitasion, poutji lanné-tala selmam senkant senk (55) volontè ? Ki travay an plis sa ka mandé ? An metlékol latit ni an sel lè (1h) kréyol pa simenn, si ou élémantè ou ni an lè édimi, ou ni pwogram, ou ni liv, ou ni estaj, ou ni animatè épi konséyé pou ba'w an balan, koté pwoblem-la yé ? Es tjekpa sé pa sé pwofésè lékol-la yo menm ki pwoblem-la ?



Ni dot pwoblem, kontel metlékol fransé yo ka méte latit é ki pa konnet an patat andidan kilti péyi-a, ni tou manmay lékol élémantè, ki pé pa, lè yo rivé kolej, fè kréyol pas pa ni pwofésè, fok pwofésè kréyol kolej épi lisé sanblé pou katjilé asou sa, pas sé « **pa fè ayen ki pa bon** », annou pa woulé ba kò nou yonn, tout konba éti nou sanblé ansanm ansanm nou pou genyen'y.

Epi sa nou ni, nou pé fè an démonstraksion pou dèmen an tout komin, an tout lékol Matinik, tout ti manmay latit, lékol élèmantè, kolej, lisé ka fè kréyol. **Sel konba nou ka ped sé tala nou ka rifizé pran .**

Ti madou vizou'w la

Lè mwen ka bo'w asou kou,
Ou ka rann mwen poupoul,
Kon an poul adan lakou ki ni ti poul
Ki ka kouri dèyè'y toupatou.
Épi, tjè-mwen ka fè doum, doum,
Kon tanbou ki ka vini fou.
Fout ou dou !
Fout lanmou-nou dou !
Fout gou'w dou !
Fout ou ni an ti gou dou
Kon topitanbou.
Ou toujou ka fè ròl soud kon mannikou,
Lè mwen ka kriyé'w ti chou.
Mé, mwen ka wè ki'w ka vini rouj
Kon touloulou.
Ou méte mwen ajounou
Adan janm-ou kon an boug fou.
Poutji,
Pas mwen jalou ti madou vizou'w la.

Serge RESTOG, 2002, *Pawòl ki dous*,

FORMATION IDEOLOGIQUE

Pour mieux connaitre notre société, pour mieux comprendre notre lutte.

Qu'est-ce que Le capitalisme?

Précédemment nous avons présenté les thèmes philosophiques du marxisme: ***matérialisme, dialectique, matérialisme historique.***

Le marxisme c'est aussi l'analyse socio économique qui permet de comprendre la société dans laquelle on vit. L'œuvre principale de Marx «LE CAPITAL» est une analyse et une critique de fond du système capitaliste. Même les adversaires du marxisme reconnaissent la valeur de cette analyse scientifique. La théorie permet de comprendre pourquoi quelques uns sont ultra-riches et d'autres meurent de faim. Elle permet de mieux appréhender comment agir pour changer cela.

Qu'est ce donc que le capitalisme ?

Marx et Engels ont décrit de manière précise combien l'essence du capitalisme se trouve dans les rapports entre les deux classes essentielles de la société, les bourgeois, les capitalistes qui possèdent les moyens de production (usines, entreprises, terres) d'une part, et les prolétaires, les salariés qui n'ont que leur force de travail qu'ils sont obligés de vendre aux capitalistes d'autre part. C'est dans le processus de production qui crée les richesses que se trouve la contradiction principale qui génère l'exploitation de l'homme par l'homme.

C'est là que se trouve l'explication de la répartition injuste des richesses. En effet le capitaliste achète la force de travail du salarié qui est considérée comme une marchandise pour qu'elle produise de la valeur et le patron confisque une partie de la valeur du travail à son profit. C'est ce prélèvement sur la valeur créée par le salarié du fait de son travail qui constitue la plus-value, donc l'exploitation du travailleur par le patron.

La démonstration de Marx montre clairement la distinction entre la valeur du travail fourni dans la production de marchandises et la valeur de la force de travail payée par le patron au salarié sous forme de salaire. C'est dans cette différence que se situe la plus-value (la valeur en plus) théorie considérée comme la base essentielle de la pensée marxiste en matière d'économie.

Autrement dit le patron ne paie pas au travailleur la valeur de son travail mais une somme, le salaire, lui permettant de vivre pour reconstituer sa force de travail pour continuer à travailler. Le capitaliste s'approprie une partie de la valeur du travail fourni par le salarié, ce qui constitue une exploitation et qui génère la différence entre riches et pauvres.

On voit que les intérêts du patron et ceux du travailleur sont opposés, antagonistes, c'est à dire qu'ils ne peuvent pas se concilier car l'un pour gagner plus, doit faire en sorte que l'autre gagne moins. C'est cela la réalité de la société capitaliste basée sur l'exploitation du travailleur sans laquelle il n'y aurait pas de profit, essence du mode de production capitaliste.

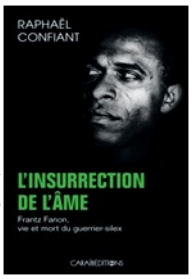
Cette situation génère donc une lutte de classes entre bourgeois et prolétaires, entre capitalistes et salariés, entre patrons et travailleurs, entretenue par l'État bourgeois au moyen de ses institutions, de ses moyens de répression au profit de la classe dominante, au détriment de ceux qui créent les richesses.

C'est contre cet état de fait inacceptable que Marx et Engels se sont dressés. Ils ont décrit comment la société est déterminée par la lutte des classes, et ont appelé les prolétaires à se révolter, à s'organiser, contre cette société injuste, pour abolir le capitalisme et mettre en place une société de justice sociale débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme, de domination d'une classe sur une autre, la société communiste. C'est ce qu'ils ont développé dans le « MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE » publié en 1848, qui se termine ainsi:

Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

CHRONIQUE : Au coeur du monde des livres.

« L'INSURRECTION DE L'ÂME » DE R. CONFIANT **(*CARAÏBEDITIONS*)**



CONFIANT fait revivre à sa façon, et quelle façon !, la vie de ce monument du combat anti-impérialiste du XXème siècle. A sa façon et souvent de manière non académique, mais sans trahir son parcours et son idéal. En fait, il s'agit d'une « autobiographie imaginée » mais rattachée à la réalité historique. L'enterrement en terre algérienne, comme il l'avait demandé, par les « djounoud » à la barbe de l'armée coloniale française clôt ce remarquable hommage à ce combattant.
A lire absolument.

« FRERES MIGRANTS » DE P. CHAMOISEAU **(*SEUIL*)**

Livre magnifique. Il cloue au pilori cette Europe hypocrite qui regarde, avec bonne consience, la mer méditerranée devenir un vaste cimetière. Il rappelle que les migrations que les migrations de ces pays pauvres sont le résultat de la politique de conquête menée par les impérialismes occidentaux et poursuivie après l'accession à l'indépendance de ces nations.
Cet écrivain, risque de rester une énigme entre son positionnement mitigé au pays et dans le ventre de la bête où il cultive des positions nettement plus radicales.
A déguster lentement.

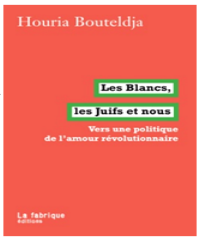
«PRESIDENT, LE BLEU TE VA BIEN» D'A. BRAVO-PRUDENT **(*L'HARMATTAN*)**

Second ouvrage d'Arlette BRAVO. Centré sur le parcours politique de Claude LISE, on sent un auteur qui a l'habitude de fréquenter les allées du pseudo « pouvoir local ». Il reste à savoir qui est le plus intéressant, l'auteur ou son sujet ?
Ca se lit aisément.

« LE MIRACULÉ DE SAINT-PIERRE » DE G-P EFFA **(*GALLIMARD*)**

Il y a peu d'ouvrages sur ce rescapé de la catastrophe de 1902, CYPARIS. L'auteur, chroniqueur au « Républicain Lorrain », avait déjà écrit sur un autre martiniquais, Raphaël ELIZÉ, premier maire noir de France.
Cela part dans tous les sens et on s'y perd un peu sans être certain de s'y retrouver.
On peut lire.

« LES BLANCS, LES JUIFS ET NOUS » DE H. BOUTELDJA **(*LA FABRIQUE EDITIONS*)**



L'auteur est une fondatrice et dirigeante du Parti des Indigènes, seul parti « décolonial » de France. A coup de BALDWIN, FANON, CÉSAIRE ou autre MALCOM X, il « déconstruit » l'histoire de France et remet en cause les poncifs. Ca ébranle et oblige à réfléchir même si on peut ne pas être d'accord sur tout et particulièrement le chapitre sur les « femmes indigènes ». Depuis, les intellectuels français biens pensants la voue aux gémonies.
A lire avant l'autodafé !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE VENEZUELIEN ET LA RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE.

Écoutez la radio, allumez la télé, ouvrez le journal, lisez un magazine, plongez dans les réseaux sociaux, vous êtes abreuvés, inondés, submergés de nouvelles, d'informations plus récentes les unes que les autres apparemment de dernière heure pour ne pas dire de dernière minute sur le Venezuela.

Toujours le discours est le même. Selon eux, chaque jour le Venezuela est au bord de la catastrophe économique, chaque semaine les manifestations sont plus nombreuses contre le gouvernement de Nicolas MADURO qualifié de « dictateur », « d'affameur de son peuple ». Chaque mois ils annoncent des sanctions prises à l'encontre du président ou de personnes de son entourage.

En réalité, aujourd'hui le Venezuela est un point critique de l'affrontement entre les impérialistes pratiquant leur politique de domination et un peuple en lutte pour sa souveraineté et l'amélioration de ses conditions de vie. Il s'y mène une féroce lutte de classe dont Lénine disait qu'il ne s'agissait pas « d'un diner de gala ». En cela, ce qui se passe au Venezuela intéresse tous les progressistes et révolutionnaires de la planète et particulièrement de la Caraïbe.

Certes nombre de « journalistes », « d'intellectuels soit disant de gauche» de « politologues » au service de l'idéologie dominante impérialiste, colonialiste, raciste, nous « éduquent » sur la démocratie, la bonne gouvernance, ils promeuvent leur intelligence du savoir comprendre la politique, ils nous apportent tout ce qui nous serait utile pour discourir sur le Venezuela et prendre position contre la république bolivarienne, son président MADURO, les forces révolutionnaires et progressistes vénézuéliennes.

Ils mentent, ils cultivent le mensonge sous la forme de discours, de données, de photos, de vidéos truqués diffusés à profusion, en grande abondance, pour nous intoxiquer jusqu'à la moelle, comme ils l'ont fait, comme ils le font, pour la colonisation, l'esclavage, le racisme, l'Indochine, le Vietnam, l'Algérie, le Congo, l'Afrique du Sud, Haïti, l'Irak, la Lybie, la Syrie, Cuba, la République Dominicaine, Grenade, la Palestine,… partout en tout temps et en tout lieu où ils veulent imposer leur politique réactionnaire dans toute sa plénitude.

UNE INSURRECTION DES RICHES!

Oui, aujourd'hui ils mentent de manière éhontée sur le Venezuela espérant chaque jour que leur espérance de renversement du gouvernement se réalisera et qu'ils pourront mettre fin à l'expérience de la révolution bolivarienne qui selon eux a le tort de faire pour les pauvres et de diriger avec le peuple. En vérité on assiste au Venezuela à une insurrection des riches contre une politique de justice sociale, à des actions violentes menées par des forces réactionnaires vénézuéliennes en communion avec le gouvernement des USA et ceux de l'Europe en défense des intérêts des riches et en promotion de leur idéologie.

Cette idéologie c'est celle des grandes puissances dominatrices qui génèrent tous les conflits qui affectent les peuples du monde en particulier les plus pauvres, qui sèment la guerre partout où c'est possible pour maintenir un chaos favorable à leurs manouvres et manipulations, pour poursuivre leur politique colonialiste et néo coloniale, qui aggravent les conditions de phénomènes naturels causant des catastrophes dont les premières victimes sont les pauvres, en particulier ceux des pays pauvres victimes du pillage de leurs richesses.

C'est cette idéologie malfaisante qui anime ceux qui dominent le monde dans l'intérêt d'une petite minorité qui représente 1% de la population et accapare 50% des richesses du monde, ceux qui n'admettent pas que Chavez a proposé des axes d'actions entre les peuples en dehors de la domination des forces de l'argent.

Ils condamnent la république bolivarienne parce qu'elle a contribué, en décembre 2004, avec Cuba à la mise sur pied d'un cadre nouveau, avec un caractère nouveau, propice à des échanges, à une collaboration, à une coopération, entre les pays dans un esprit de respect et d'intérêt mutuels comme l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique).

L'ALBA est une organisation politique, culturelle, sociale et économique pour promouvoir l'intégration des pays de l'Amérique lati-

ne et des Caraïbes, sur les principes de solidarité, de complémentarité, de justice et de coopération, qui placent l'être humain au centre de ses préoccupations et de ses actions. L'ALBA prône le respect des coutumes, croyances, caractéristiques originelles et modernes des peuples face à la mondialisation et agit pour un nouvel ordre international multicentrique et pluripolaire. Outre Cuba et le Venezuela d'autres pays comme la Bolivie, le Nicaragua, l'Équateur, la Dominique, Sainte-Lucie, Antigue, Saint-Vincent, ou Grenade ont intégré l'ALBA.

C'est cet esprit qui a aussi conduit la république bolivarienne à mettre sur pied l'accord de coopération énergétique « PETROCARIBE » en 2005 qui consiste pour des pays ayant de faibles budgets à obtenir du Venezuela du pétrole selon leurs besoins à des tarifs préférentiels avec des conditions de paiement à long terme. Pratiquement tous les pays de la Caraïbe bénéficient de cet accord.

CE QUI SE JOUE AU VENEZUELA C'EST LE RESPECT DU DROIT DE TOUS LES PEUPLES À L'AUTODÉTERMINATION.

Il est important de comprendre, que ce qui se joue au Venezuela ce n'est pas seulement le sort de la révolution bolivarienne ou la souveraineté du peuple vénézuélien c'est le respect du droit de tous les peuples à l'autodétermination, à la souveraineté, c'est le refus de l'ingérence des puissances impérialistes dans la gouvernance des pays.

Il ne faut donc pas nous laisser engloutir sous un flot de mensonges, il faut dénoncer les coups portés avec virulence contre le peuple vénézuélien.

Dès la première élection de Hugo Chavez en 1999, l'impérialisme occidental et la bourgeoisie vénézuélienne n'ont cessé de combattre par tous les moyens le projet émancipateur de cet ancien militaire acquis aux idées progressistes et révolutionnaires de Bolivar, l'un des pères de l'indépendance de l'Amérique Latine. Pour mémoire, souvenons-nous qu'en avril 2002, une partie de l'armée et un groupe de politiciens (les mêmes de l'opposition d'aujourd'hui) vont faire un coup d'état qui va échouer de justesse face à la mobilisation populaire et à la réaction d'une partie de l'armée. Suite à la mort de Chavez le 5 mars 2013, ce sera un de ses compagnons, Maduro, qui sera régulièrement élu président. Là aussi, l'impérialisme et la bourgeoisie vénézuélienne n'ont jamais admis qu'un syndicaliste et ancien chauffeur de bus devienne un chef d'état. Profitant de la baisse des cours du pétrole, l'opposition a organisé la pénurie et voulu révoquer Maduro en utilisant des moyens illégaux. La crise actuelle tient son origine non pas dans des atteintes à la démocratie par les bolivariens mais du refus de l'oligarchie (bourgeoisie, latifundistes etc…) à accepter une politique progressiste en faveur du peuples et en solidarité avec les autres peuples d'Amérique Latine et de la Caraïbe.

L'Occident, de Trump à Macron, perçoit le danger que représente l'exemple bolivarien et entend le combattre par tous les moyens dont le mensonge et la propagande.

Face à cette agression de la bourgeoisie, des capitalistes contre les travailleurs, et le peuple vénézuélien, il importe de dénoncer la manœuvre, d'exprimer la solidarité avec le peuple et le gouvernement vénézuéliens contre la dictature des entreprises multinationales, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale remise en cause par Chavez.

Se mettre debout aujourd'hui aux cotés du peuple vénézuélien c'est se mettre debout pour tous les temps pour la justice sociale, l'accès de tous à la santé et à l'éducation, la maitrise par tous les peuples de leurs richesses, l'autodétermination des peuples pour instaurer le système politique de leur choix, leur souveraineté pour établir les relations économiques et une coopération avec d'autres pays selon les normes librement choisies entre les partenaires.

Ce sont des coups contre les droits sociaux, contre le fait que la politique bolivarienne a sorti des millions de pauvres de la pauvreté, leur a permis l'accès aux soins et à l'éducation de manière significative, contre la reconnaissance ex-

plicite des droits des peuples autochtones, contre la condamnation et la prise de décisions au Venezuela comme en dehors contre le racisme dont sont victimes les noirs.

Globalement ce sont des coups contre tout ce qu'incarne la république bolivarienne en faveur des plus démunis des droits de l'homme, des droits des peuples.

Ce sont les mêmes qui organisent l'embargo économique et la raréfaction des produits nécessaires à la population, pour générer le mécontentement et malgré tous leurs moyens, tous leurs mensonges, les masses populaires soutiennent leur révolution. En témoigne la victoire remportée par l'Alliance Bolivarienne à l'élection de l'Assemblée Constituante malgré l'appel au boycott lancé et diffusé massivement dans tout le pays et dans le monde entier avec des moyens matériels et financiers colossaux.

CONDAMNONS LES MANIPULATIONS MÉDIATIQUES!

Les travailleurs, les masses populaires vénézuéliens ne baissent pas les bras, ils font face à une situation très difficile, soyons à leurs cotés, ne baissons pas la garde restons vigilants pour dénoncer tous les coups portés au peuple vénézuélien, à la république bolivarienne.

Nous PKLS, dénonçons avec force l'agression menée contre la République Bolivarienne et le peuple vénézuélien, par l'impérialisme étasunien ses suppôts européens, ses valets latinoaméricains et ses laquais vénézuéliens.

Nous condamnons fermement les manipulations médiatiques menées à grande échelle dans le monde.

Nous appelons les Martiniquaises et Martiniquais à faire preuve d'esprit critique vis-à-vis de toutes ces informations souvent truquées diffusées par les grands médias

Le peuple vénézuélien en proie à de grandes difficultés économiques et sociales fait preuve de courage et de sagesse pour défendre sa République bolivarienne et ce qu'elle a apporté aux plus démunis, aux peuples autochtones, aux noirs, pour aller encore plus en avant vers son émancipation.

Pour reprendre une image biblique, ils diabolisent la révolution bolivarienne, une illustration du même genre c'est « Goliath contre David », c'est un peu ce que les dirigeants des USA Républicains et Démocrates ont pratiqué pendant des décennies contre Cuba socialiste.

Cuba a résisté grâce à la volonté, au courage du peuple cubain et à la solidarité des peuples du monde. Venezuela résistera grâce à la volonté et au courage de son peuple, la solidarité des peuples du monde doit y contribuer.

Nous appelons nos compatriotes à exprimer leur solidarité au peuple vénézuélien aujourd'hui en première ligne dans la tranchée de résistance face à l'impérialisme.

Vive la solidarité internationaliste entre les peuples !

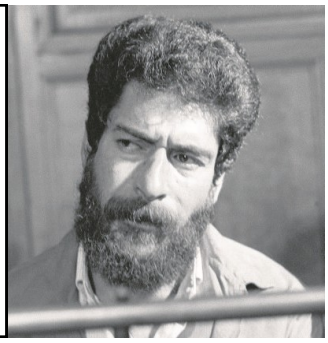
Vive la République bolivarienne !

ILS ONT MENTI
sur la colonisation et l'esclavage
ILS ONT MENTI
sur le racisme et leur barbarie
ILS ONT MENTI
sur le Viet nam et l'Algérie
ILS ONT MENTI
sur l'Azanie et le Chili
ILS ONT MENTI
sur l'Irak et la Lybie
ILS ONT MENTI
sur Cuba et la Palestine
Aujourd'hui ils mentent sur le
VENEZUELA
TROP C'EST TROP
HALTE AU MENSONGE!

LIBERTÉ IMMÉDIATE ET SANS CONDITION DE GEORGES ABDALLAH !

Dans le cadre de la campagne mondiale de solidarité pour la libération de Georges ABDALLAH, dans notre précédent numéro nous avions annoncé deux déclarations de lui, adressées à tous ceux qui, comme lui, sont prisonniers des geôles, racistes, colonialistes, impérialistes, sionistes, ainsi qu'à ceux qui apportent à ces victimes de la répression leur solidarité.

Voici la seconde écrite le 17 juin 2017 à l'occasion de la « Journée Internationale du Prisonnier Révolutionnaire »



Cher«e»s Camarades,

her«e»s ami«e»s,

*En cette « **journée internationale des prisonniers révolutionnaires** » ils sont nombreux, très nombreux de par le monde, ceux et celles qui résistent derrière les abominables murs. Souvent dans des conditions particulièrement difficiles, ils arrivent à tenir debout, en dépit de tant d'années de captivité. Certainement la situation aurait été terriblement différente s'ils ne pouvaient pas compter sur la mobilisation solidaire qui permet d'inscrire leur résistance dans la dynamique globale de la lutte en cours.*

Cher«e»s Camarades, Cher«e»s ami«e»s, au lendemain de vos diverses initiatives solidaires qui ont accompagné la grève de la faim de nos camarades embastillés dans les geôles sionistes, votre rassemblement aujourd'hui m'apporte beaucoup de force et d'enthousiasme.

Force est de constater Camarades, qu'à peine les forces d'occupation sioniste ont accepté de satisfaire quelques revendications basiques, les impérialistes de tous bords et leurs affidés réactionnaires arabes ont commencé à mettre tout en œuvre afin de casser l'unité réalisée durant la grève. Les fuites orchestrées ces derniers jours laissent supposer que l'on va essayer de traiter différemment les familles des prisonniers. Ce ne sont que des fuites orchestrées pour le moment. En attendant la suite, il est de notre devoir, Camarades, de rester vigilants et de dénoncer toute politique de différenciation entre les prisonniers palestiniens ainsi que le traitement de leurs familles. Et peu importe quelle prétendue autorité nationale se chargera de cette sale besogne.

Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur de ces Fleurs et lionceaux embastillés afin que leurs geôliers sionistes comprennent qu'ils ne seront jamais seuls !

Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur de la Palestine et sa prometteuse Intifada !

La solidarité, toute la solidarité avec les résistants dans les geôles sionistes, et dans les cellules d'isolement au Maroc, en Turquie, aux Philippines et ailleurs de par le monde !

La solidarité, toute la solidarité avec les camarades révolutionnaires résistants dans les geôles en Grèce !

La solidarité, toute la solidarité avec les jeunes prolétaires des quartiers populaires !

Le capitalisme n'est plus que barbarie, honneur à tous ceux et celles qui s'y opposent dans la diversité de leurs expressions !

Ensemble Camarades, et ce n'est qu'ensemble que nous vaincrons !

À vous tous Camarades et ami«e»s mes plus chaleureuses salutations révolutionnaires.

Votre camarade Georges Abdallah.

Liberté pour Georges ABDALLAH détenu illégalement dans les geôles françaises, otage du lobby sioniste et du gouvernement français.

Justice doit lui être rendue !

Nous vous invitons à lui écrire ou lui envoyer une carte postale de Martinique à :

Georges IBRAHIM ABDALLAH
2388/A221 CP de Lannemezan
204 rue des Saligues
BP 70166
65307 LANNEMEZAN

ISRAEL : LES ARTISANS DE L'APARTHEID SIONISTE

Dans le numéro précédent nous avons présenté qui était David BEN GOURION le premier premier ministre de l'État juif d'Israël considéré comme le père de l'État sioniste.

Quels furent ses successeurs, ces sionistes, qui depuis ont conduit la politique raciste, colonialiste, nazie, d'apartheid que subissent les palestiniens ? En voici quelques uns.

Moshé SHARETT

Moshé SHERTOK, est fils de Yakov SHERTOK, journaliste et de Fanya LEV, tous deux ukrainiens. Il est né le 15 octobre 1894 à Kherson (en Ukraine)

Son père est militant du mouvement sioniste Bilou en Russie qui prône le retour à Sion autrement dit invite à aller s'installer en Palestine. Il est considéré au sein du mouvement sioniste radical comme un des initiateurs du mouvement migratoire des juifs en Palestine pour créer un État juif.

Dès 1882, il est parti avec d'autres juifs s'installer en Palestine où ils vont créer un village agricole communautaire qui donnera la ville juive de Guereda. Il fera la navette entre la Palestine et l'Ukraine jusqu'en 1906,date à laquelle il va émigrer définitivement en Palestine avec sa famille dont le fils Moshé âgé de 12 ans qui a passé son enfance en Ukraine, et qui en Palestine prendra le nom hébreu de **Moshé SHARETT.**

Sa famille était une de ces familles sionistes déterminées qui ont créé un quartier juif à coté de la ville de Jaffa qu'ils ont appelé Ahouzat Bait. Cette organisation urbaine s'est appelée Tel Aviv en hommage au fondateur du Sionisme Theodor HERZL et est devenue la capitale de l'État d'Israël en 1948.

Au lendemain de la guerre 14-18 il va occuper différents postes de responsabilité au sein des diverses structures de la communauté juive en Palestine, notamment c'est lui qui est chargé par cette communauté avec des fonds venant du monde entier, de riches juifs bien placés dans le monde financier, d'acheter les terres des palestiniens afin de fonder un patrimoine juif permettant de recevoir des immigrants et permettant à la communauté juive de réclamer la constitution du foyer juif pour la création d'un État défendant leurs intérêts.

Toutes ses activités à la tête des sionistes ont fait que c'est lui qui a été chargé d'aller aux Nations Unies en 1947 défendre le projet sioniste de création de l'État juif sioniste d'Israël et qui a été adopté par les Nations Unies qui ont volé une partie de la Palestine aux palestiniens et l'ont offerte au sionisme.

Moshé SHARETT deviendra un des fondateurs de l'État juif d'Israël aux cotés de BEN GOURION dont il sera ministre des Affaires étrangères de 1948 à 1954. Il succède à BEN GOURION au poste de Premier ministre le 26 janvier 1954. Il a joué un rôle important dans l'immigration en Israël des juifs notamment ceux qui vivaient dans les pays arabes. Il est considéré comme une grande figure du sionisme.

Golda MEIR

Golda MABOVITCH est née à Kiev le 3 mai 1898 de sa mère Blume **Neiditch** et de Moshe **Mabovitch** son père militant dans une organisation sioniste clandestine. Il fuit l'Ukraine et émigre aux USA en 1903 et en 1906 sa famille le rejoint y compris Golda qui en 1914 va épouser un juif Morris **MYERSON.** Ils vont angliciser leur nom en **MEIRSON**. Elle obtient la citoyenneté étasunienne en 1917.

Elle fut une militante sioniste de la première heure. Dès l'âge de 18 ans elle milite dans des organisations sionistes et en 1921 émigre avec son mari en Palestine ; Ils vont s'installer dans une communauté agricole à Merhavia dont elle sera la représentante auprès du syndicat des immigrés juifs. Elle deviendra la secrétaire générale

de la structure féminine de cette organisation dont elle sera une des responsables et créera avec Ben Gourion le parti sioniste Mapaï en 1930.

Suite à l'arrestation de plusieurs dirigeants sionistes par l'autorité britannique administrant la Palestine en 1946 elle devient la responsable de la principale organisation sioniste en Palestine et joue le rôle d'intermédiaire entre les britanniques et les terroristes sionistes qui agissent en Palestine.

En 1948 elle est aux cotés de Ben Gourion pour la signature de la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël. C'est elle qui a eu le premier passeport édité par l'État d'Israël pour aller en mission aux USA et sera la première ambassadrice d'Israël en URSS. En 1949 elle entre au parlement israélien. En 1956 elle prend un nom hébreu et s'appellera **Golda MEIR.**

La fermeté dont elle faisait preuve lui a valu le surnom de « Dame de fer » (avant qu'il ne fût attribué à Margaret Thatcher). Elle fut qualifiée « meilleur homme du gouvernement » par Ben Gourion et son engagement très tôt dans les rangs sionistes a fait qu'elle était dénommée « grand-mère d'Israël », son image est associée à celle de Ben Gourion, pour la création de l'État juif. C'est la seule femme à avoir exercé les fonctions de Premier ministre en Israël et une des premières dans le monde à exercer pareille responsabilité.

C'est elle qui dirige Israël lors de la guerre du Kippour en 1973 et elle fut fortement critiquée en Israël sur les circonstances de cette guerre. Cela l'a conduit à démissionner le 11 avril 1974

Yitzhak RABIN

Yitzhak RABIN est né à Jérusalem le 1er mars 1922 de deux immigrants qui se sont rencontrés à Jérusalem en 1920. Sa mère Rosa **COHEN** fille d'un rabbin est née en 1890 à Mahiliow en Biélorussie et en 1919 va émigrer en Palestine, elle s'installe dans un village en Galilée ses parents vont la rejoindre en 1920. Son père Nehemiah **RUBITZOV** est né en 1886 dans un village près de Kiev en Ukraine, à 18 ans il change son nom pour un nom hébreu **RABIN** et émigre aux USA puis se rend en Palestine au sein de la fameuse Légion juive.

Yitzhak **RABIN** va comme nombre de jeunes juifs suivre une formation agricole. En 1941 il rejoint la formation sioniste paramilitaire terroriste de la communauté juive, la Haganah, qui va donner l'armée israélienne TSAHAL au sein de laquelle il fera carrière pour atteindre le grade de général. C'est lui qui dirige l'armée pendant la guerre des Six jours de 1967 au cours de laquelle l'armée israélienne Tsahal va commettre de nombreux massacres et occuper différents territoires des pays arabes environnants en violation totale de la décision de partage de l'ONU et des lois, conventions, chartes internationales. Cette guerre qui a changé profondément la Palestine et toute la région.

Conséquence de cela Israël occupe toujours le plateau du Golan syrien, une partie du territoire libanais, la ville de Jérusalem qui avait un statut international et était gérée par la Jordanie… Et aujourd'hui encore l'ONU exige d'Israël de revenir aux limites de son territoire avant 1967.

Yitzhak **RABIN** va occuper des fonctions diplomatiques et politiques et succède à Golda MEIR, en 1974, au poste de Premier ministre d'Israël de 1974 à 1977 puis à nouveau de 1992 jusqu'à son assassinat par un juif à Tel Aviv le 4 novembre 1995. C'est lui qui a signé avec Yasser ARAFAT en 1993 les accords d'Oslo, ce pourquoi Il reçoit le prix Nobel de la paix en 1994 malgré tous les méfaits, horreurs, atrocités, barbaries et crimes de guerre de l'armée sous son commandement.

Pour mémoire nous publions des anciennes pages « une » de PATRIYOT, voici une page de septembre 2013

PATRIYOT

PATI KOMINIS POU LENDEPANDANS EK SOSYALIZM (PKLS)

Nouvelle série n° 18 — *Septembre 2013*

SOMMAIRE

VIOLENCE... VIOLENCE... DE QUOI PARLE-T-ON ?

POUR UNE ÉCOLE MARTINIQUAISE PAR UN ÉTAT MARTINIQUAIS !

NON À LA BÉTONISATION DE NOS TERRES ET À L'HYSTÉRIE DU MAIRE DE DUCOS.

Lang matinitjé:

FOK LÉKOL VOYÉ LANG-LAN PLI DOUVAN

NON À L'AGRESSION IMPÉRIALISTE EN SYRIE !

YO DI, YO MATJÉ

GLORIYÉ SEPTANM 1870 ! HONNEUR AUX INSURGÉS !

A consulter sur le Site du PKLS : http://www.pkls.org